

Résilience socio-économique face à la COVID-19

Histoires de vie de femmes sénégalaises



Septembre 2020

Copyright © Organisation internationale du Travail 2019
Première édition 2019

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole no2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à l'adresse suivante : Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel : pubdroit@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues. Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Visitez le site www.ifrro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

Résilience socio-économique face à la COVID-19 : Histoires de vie de femmes sénégalaises / Organisation internationale du Travail, Bureau pays de l'OIT à Dakar (ETD/BP-DAKAR). - Dakar : OIT, 2020

ISBN : 9789220336748 (Print)

ISBN : 9789220336755 (Web PDF)

Bureau international du Travail ; Equipe d'appui technique de l'OIT au travail décent pour l'Afrique occidentale et bureau de pays de l'OIT pour le Sénégal, le Cabo Verde, la Gambie, la Guinée et la Guinée-Bissau

International Labour Office; ILO DWT for West Africa and Country Office for Senegal, Cabo Verde, the Gambia, Guinea and Guinea-Bissau

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières. Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées. La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications et les produits électroniques du Bureau international du Travail peuvent être obtenus dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante : Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève, 22, Suisse, ou par courriel : pubvente@ilo.org. Visitez notre site Web : www.ilo.org/publns.

Sommaire

▶	Avant-propos.	2
	Résumé.	3
	Introduction.	4
▶	Première partie : Les travailleuses de l'économie informelle secouées par la pandémie de la COVID – 19, mais pas à terre.	8
	• <i>Hadjara Fall</i> , une tanneuse devenue maraichère urbaine sensible à la protection de l'environnement.	10
	• <i>Marie Mbodj</i> , derrière une coiffeuse de renom, la COVID-19 dévoile les talents cachés d'une restauratrice.	13
	• <i>Mame Diarra Bousso Gueye</i> , quand la pandémie rime avec les premiers jalons d'un rêve.	15
▶	Deuxième partie : Les femmes rurales face à la COVID-19.	17
	• <i>Mariama Baldé</i> , une femme rurale à la conquête de ses droits.	19
	• <i>NDèye Diodio Ndoye</i> , à la découverte de nouveaux marchés	22
	• <i>Amsata Kandé</i> , une avicultrice pleine d'ambition.	25
▶	Troisième partie : COVID -19, entrepreneuriat féminin et E-commerce.	27
	• <i>Mariama AN Nafissa Ba</i> , un parcours singulier : du salariat au E-Commerce.	29
	• <i>Yacine Ndiaye Koné</i> , toute nouvelle contrainte est un défi !	31
▶	Quatrième partie : Solidarité et résilience. Face à la pandémie les leaders des organisations féminines se mobilisent.	34
	• <i>Habsa Fall</i> , la légende de Guédiawaye.	36
	• <i>Ramatoulaye Ba</i> , la solidarité en action.	39
	• <i>Ndèye Diakhaté</i> , au cœur de la pandémie, changeons notre regard sur les travailleuses du soin.	42
▶	Conclusion.	44

Préface

La pandémie du Coronavirus (COVID-19) installe, assurément, une crise sanitaire, économique, sociale et humanitaire sans précédent. Elle menace les moyens de subsistance, la santé et la formation de millions de personnes dans le monde entier. La fermeture des entreprises, la réduction du temps de travail entraîne un rétrécissement de l'activité économique mondiale et une envolée du chômage. En Afrique, l'OIT estime à 12,1% les pertes totales en heures travaillées au deuxième trimestre de cette année, ce qui équivaut à une perte de 45 millions d'emplois directs à temps plein. Dans cette conjoncture, l'Organisation tire la sonnette d'alarme sur le risque d'aggravation des inégalités de genre dans le monde du travail, et la perte des acquis de ces dernières décennies. En effet, la COVID-19 touche de manière disproportionnée les travailleuses, la crise affectant particulièrement les secteurs où les femmes sont surreprésentées, notamment ceux des services et des soins à la personne.

Au Sénégal, l'observation des crises socio-économiques passées, notamment celles qui se sont installées en Afrique dans les années 80, montrent que les femmes en paient le principal tribut. Nous ne pensons pas qu'il en sera différent en ce qui concerne la crise actuelle. Cette dernière risque de rendre plus aléatoire l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, notamment : ceux de « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles » (ODD n°5), et de « Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous » (ODD n°8).

Malgré les progrès réalisés vers une égalité de genre au niveau législatif, éducatif et politique, les écarts entre les hommes et les femmes sont encore importants. Cela est sujet d'inquiétude, d'autant plus que les

secteurs économiques les plus touchés par la pandémie occupent une forte majorité de main-d'œuvre féminine.

En lisant les récits de vie des travailleuses, recueillis dès les premiers temps de la COVID-19, je suis frappé par la ténacité, la pugnacité des femmes sénégalaises. À l'instar, j'en suis convaincu, de toutes leurs sœurs du Continent, elles se battent pour maintenir leurs activités économiques ou les changer lorsque cela s'avère nécessaire. Elles n'hésitent pas à investir le secteur du numérique pour booster leur entreprise et créer des opportunités d'affaires originales. Elles cherchent, et trouvent, de nouvelles stratégies de survie pour faire face aux besoins de leur famille : alimentation, santé et scolarisation des enfants. Leurs nouvelles idées, leur refus de la peur et leur optimisme dans l'avenir renforcent ma conviction qu'elles sont le futur de l'Afrique. Dans cette période particulière sur le devenir de nos sociétés et de notre planète, avec beaucoup d'humilité, elles offrent des leçons de solidarité, d'entraide et d'espérance.

Ces témoignages singuliers de travailleuses sénégalaises nous invitent à faire plus, et mieux, afin que le travail décent, fondé sur la justice sociale, soit une réalité pour tous les hommes et les femmes. C'est sur les disparités entre les hommes et les femmes que les politiques nationales doivent aussi agir pour utiliser, au mieux, la totalité de leur main-d'œuvre dans des conditions de travail décent.

Je suis reconnaissant à toutes ces travailleuses qui nous ont permis de recueillir leur témoignage et leur exprime la gratitude du Bureau international du Travail.

Dramane Haidara

Directeur de l'Équipe Technique Travail Décent
et du Bureau Pays de l'OIT à Dakar

Résumé

La crise de la COVID-19 a lourdement affecté les femmes sénégalaises, notamment celles de l'économie informelle où s'activent nombre d'entre-elles. Qu'elles soient des milieux rural ou urbain, jeunes ou âgées, devant l'épreuve, elles ont su reculer les limites de leur marché, découvrir de nouvelles opportunités, et vaillamment faire face à la pandémie.

Ce recueil relate le vécu de travailleuses : tanneuse, coiffeuse, avicultrice, agricultrice, infirmière, responsable de groupements

économiques qui, toutes, dans la diversité de leurs expériences, ont su s'adapter aux nouvelles contraintes auxquelles la pandémie les a assujetties.

Ce sont ces trajectoires de femmes, toutes singulières, qui démontrent de leur capacité de résilience face à l'adversité. Chacune, à sa manière, a su puiser en elle-même l'ingéniosité, la force et le courage de poursuivre ou de développer des activités économiques.



Préparation de compost avec les déchets de la tannerie

Introduction

La pandémie de la COVID-19, au-delà du défi sanitaire de la plus haute importance qu'elle pose, a engendré, au fil des jours, des effets sociaux, économiques et politiques négatifs : fermeture d'entreprises, chômage technique partiel ou total, ralentissement de la croissance économique, hausse des prix des denrées de première nécessité et fracture sociale.

Au Sénégal, pour faire face à la situation, le gouvernement a décrété, dès le 23 mars 2020, l'état d'urgence sur le territoire national. Il a pris une série de mesures pour prévenir la propagation de la COVID-19, dont : la suspension de toute activité éducative, l'institution d'un couvre-feu quotidien de 20h à 6h, la fermeture de certains lieux de rassemblement, notamment les lieux de culte, et la réglementation accrue de la circulation des personnes, des véhicules et des marchandises. Ces mesures sont accompagnées par un fonds de riposte et de solidarité (FORCA COVID-19) de 1000 milliards de francs CFA, mis en place pour lutter contre les effets de la COVID-19, dont une partie consacrée à l'achat de vivres pour l'aide alimentaire d'urgence et une autre pour le soutien aux entreprises. Par la suite, le déconfinement a été décrété avec la levée de l'état d'urgence sanitaire, l'ouverture de la circulation, puis celle des frontières et le retour aux études pour les élèves en classes d'examen.

La pandémie de la COVID-19 est survenue au moment où le Sénégal enregistrerait des progrès économiques et sociaux dans différents secteurs tels que : la santé, l'éducation et la formation, l'accès aux services sociaux de base. La réduction de la pauvreté ainsi que la promotion de l'égalité de genre et la non-discrimination faisaient des avancées à travers les programmes

du Plan Sénégal Émergent (PSE)¹. Ces performances vont être remises en cause par la pandémie de la COVID-19. Déjà, le gouvernement, qui après une croissance économique de 5,3% en 2019, en projetait une de 6,8% en 2020, a revu fortement à la baisse ses projections, les estimant à 2,8%. Les secteurs les plus touchés sont : les services d'hébergement et de restauration, le commerce, les transports, et l'enseignement. D'autres secteurs, notamment ceux de la pêche, de l'élevage et du BTP sont aussi fortement impactés ; et les envois de fonds, qui représentent plus de 10% du PIB connaîtront un repli significatif. La BCEAO estime le repli à 30 % en raison de la baisse de l'activité économique dans l'Union européenne².

La dégradation de la croissance économique, si elle a des conséquences dramatiques pour l'ensemble de la population, va impacter plus fortement les femmes et les personnes en situation de vulnérabilité. En effet, s'il est indéniable que la pandémie de la COVID-19 touche la population des deux sexes, comme cela s'est passé avec d'autres maladies infectieuses telles que le VIH-Sida et la maladie à virus Ebola, elle a un impact différencié sur les hommes et les femmes. Les inégalités de genre et les discriminations existantes conduisent à des incidences socio-économiques disproportionnées sur les femmes.

1. Le Plan Sénégal Émergent s'articule autour de trois axes stratégiques : (i) la transformation structurelle de l'économie à travers la consolidation des moteurs de croissance, (ii) le renforcement des services sociaux de base pour une amélioration significative des conditions de vie des populations, et (iii) le renforcement de la sécurité, la stabilité, la bonne gouvernance et la consolidation de l'État de droit.

2. Programme de Résilience Économique et Sociale - Fonds de Riposte et de Solidarité face à la pandémie de la COVID-19. Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération de la République du Sénégal. Juin 2020.

Etant donné que la majorité des travailleuses sénégalaises occupent des emplois précaires et informels, les mesures de restriction prises, notamment celles de déplacement et de regroupement, réduisent leurs revenus et leurs capacités à répondre aux besoins essentiels de leur famille.

Les conséquences seront plus graves sur les femmes les plus fragiles : déplacées, pauvres, âgées, vivant avec un handicap ou le VIH-sida, qui sont souvent exclues des prises de décision et ont un accès inégal aux services de base et à l'information.

La situation des femmes dans le monde du travail, guère reluisante avant la pandémie, va se dégrader. Effectivement, leurs emplois, le plus souvent, mal rémunérés et précaires, donnent droit à peu d'avantages sociaux, présentent des perspectives de carrière limitées et s'effectuent dans des conditions de sécurité et de santé difficiles. Au Sénégal, la majorité de la population féminine occupée est concentrée dans quatre secteurs d'activités : agriculture, commerce, activités de transformation de produits et les services aux ménages. Les femmes sénégalaises employées dans l'économie formelle sont surreprésentées dans les secteurs impactés par la pandémie de la COVID-19, spécifiquement ceux de l'hébergement et de la restauration, du commerce, des transports, et de l'enseignement. À cela, s'ajoute le fait que plus des $\frac{3}{4}$ des travailleurs du secteur de la santé et des services sociaux sont des femmes. Cette ségrégation professionnelle, l'un des aspects le plus tenaces dans le monde du travail, va s'accroître avec la pandémie.

Lors des différentes crises socio-économiques qui ont jalonné le Sénégal, il a été constaté que les femmes en paient le plus lourd tribut. Dans un contexte complexe, ce sont les femmes qui sont

les plus désavantagées en raison de leur statut peu favorable : manque de temps, faible niveau d'éducation et de formation, analphabétisme, absence de nantissement, contraintes socio-culturelles. Quels que soient les milieux, les femmes sénégalaises travaillent plus longtemps que les hommes, même si une grande partie de leur travail n'est ni enregistré, ni rémunéré. Absent des statistiques concernant la population active et des systèmes de comptabilité nationale, le « travail fantôme » des femmes représente un taux d'activités économiques loin d'être négligeable. L'interdépendance entre « économie du ménage » et « économie du marché », conduit les femmes à faire quotidiennement des choix cornéliens. Cela se complique lorsqu'elles doivent décider entre la satisfaction des besoins à court terme (alimentation, santé) et des investissements à long terme (épargne, scolarisation ou travail des enfants). C'est cette situation que la pandémie de la COVID-19 aggrave en réduisant les revenus des femmes et en augmentant leur charge de travail.

La violence domestique, et la violence et le harcèlement au travail, autres causes de fragilité des femmes, se retrouvent décuplées. Depuis le début de la pandémie, les associations féminines lancent l'alerte dans les médias et les réseaux sociaux. Les sévices dont les femmes sont victimes affectent tant leur bien-être physique et psychologique que leur santé reproductive. Cette violence basée sur le genre, outre qu'elle représente une insoutenable violation des droits humains, pose un important problème de santé publique et induit des effets négatifs sur le travail des femmes, détruisant durablement ou définitivement le capital humain féminin.

Cependant, face à la pandémie de la COVID-19, les sénégalaises ont montré leur immense capacité de résilience.



Grâce à leur esprit d'entreprise et leur ingéniosité, grâce à leur courage et leur abnégation, elles saisissent toutes les opportunités, ne sont rebutées par aucune tâche et développent de nouvelles activités qui mettent en valeur leur savoir-faire. Leur participation vitale dans l'amélioration des conditions de vie des familles, leur rôle de plus en plus important dans les activités productives, l'acquisition de nouveaux droits et leur engagement dans les mouvements associatifs, changent la perception qu'elles ont de leur statut socio-économique et font évoluer les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes.

Ce sont les histoires de ces femmes sénégalaises, leur résilience face à la COVID-19 que ce recueil veut illustrer. Il examine le parcours de femmes travailleuses, rurales et urbaines, dans la période de la pandémie de la COVID-19 et les réponses qu'elles apportent pour faire face aux difficultés socio-économiques

qu'elles rencontrent. Cette pandémie, étant avant tout une crise humaine, c'est aussi sur cette capacité de résilience des femmes que doivent se bâtir les réponses à y apporter. Ce recueil a pour ambition de faire entendre la voix des femmes, afin que leur parole soit écoutée.

Parmi les méthodologies de recherche, les récits de vie (témoignages), nous permettent de faire des choix qui soient à la fois « innovants » et utiles en matière d'approfondissement de la connaissance, de résultats et de perspectives d'action. Plus spécifiquement, les récits de vie ont pour objectif de décrire l'expérience personnelle des narratrices dans le contexte socio-économique particulier, traversé par la pandémie. En cela, ils permettent de relater leur vécu tout au long de la période allant de mars 2020 (première mesure prise par le gouvernement du Sénégal) jusqu'au mois de juillet 2020, démarrage des entretiens.

Ils exposent les faits majeurs vécus par les narratrices en lien avec leurs conditions de vie et de travail, la perception qu'elles ont de la situation qu'elles traversent, les défis auxquels elles font face et les réponses qu'elles y apportent. Ils vont permettre de montrer le sens que les actrices accordent à leurs actions, et révéler leurs trajectoires de résilience face à la pandémie de la COVID-19.

La finalité du « Recueil de récits de vie des travailleuses sénégalaises sur les conséquences de la pandémie de la COVID-19 sur leurs conditions de vie et de travail » est de disposer d'un outil d'analyse sur les capacités de résilience des travailleuses face à la pandémie de la COVID-19 et les stratégies qu'elles adoptent pour faire face aux crises. L'approche de l'OIT étant fondée sur la demande et centrée sur l'humain, l'individu et son vécu se plaçant au centre de toutes problématiques, il est crucial de les prendre en compte dans les stratégies de réponses aux crises.

Développer la thématique des travailleuses, notamment des « travailleuses pauvres », dans une période de crise (COVID19) par le biais d'un récit de vie, permet au BIT et à ses mandants de s'orienter vers les questionnements sur lesquels il faut se pencher pour bâtir une réponse plus efficace aux conséquences de la pandémie et définir de nouvelles pistes d'actions pour le futur.

Sur la trentaine d'entretiens, onze narratrices ont été sélectionnées dans les secteurs qui concentrent le plus de main-d'œuvre féminine : la santé, les services, l'artisanat et la transformation des produits, l'agriculture.

L'ensemble des narratrices impliquées dans la production de ce recueil ont validé leur récit de vie tel que rapporté et ont accepté qu'il soit publié et diffusé largement. Chacune d'entre elles a salué l'initiative d'avoir sa « parole rapportée et écoutée ». L'équipe de rédaction les en remercie.



Première partie

Les travailleuses de l'économie informelle secouées par la pandémie de la COVID-19, mais pas à terre.



L'un des défis majeurs du Sénégal, à l'instar des autres pays de l'Afrique subsaharienne, est la montée du chômage et du sous-emploi. La croissance économique, continue au cours de cette dernière décennie, ne s'est pas traduite par la création massive d'emplois productifs et décents. Sans protection contre le chômage, une grande partie de la population s'est tournée vers l'économie informelle³; et, le nombre de travailleurs pauvres ne cessent de croître⁴.

La participation des femmes sénégalaises à l'économie informelle est particulièrement importante. S'exerçant, le plus souvent, dans le foyer ou constituant le prolongement de leurs tâches domestiques, les activités des travailleuses de l'économie informelle ne sont valorisées ni socialement, ni économiquement. S'il existe, dans l'informel de "Grandes Commerçantes", la forte majorité des femmes se retrouvent dans le cadre de catégories atypiques de travail. Fragilisées par la "nécessité de travailler", ces femmes sont particulièrement exposées à l'exploitation et aux différentes formes de violence et de harcèlement. Ce sont les millions de petites vendeuses de rues, des domestiques, des chiffonnières, des porteuses d'eau, des casseuses de cailloux, des pileuses de mil et des balayeuses, qui, du matin au soir, occupent les rues de la capitale et des grandes villes sénégalaises. Concentrées dans des activités hautement concurrentielles, faiblement capitalisées, peu rémunératrices, particulièrement précaires et vulnérables, les femmes se retrouvent dans les petites activités de commerce de détail, de restauration, de production et de services spécifiquement féminins (lingère, couturière, coiffeuse, travailleuse domestique). Toutes ces activités qui ne nécessitent pas d'installation particulière, d'équipements coûteux ou

de technologie et de savoir-faire spéciaux, absorbent, faute de moyens financiers et matériels, à défaut d'instruction adéquate, confinées dans la sphère domestique, une très grande majorité de ces travailleuses. La situation des femmes dans l'économie informelle résulte pour une large part de la distribution des rôles et des fonctions dans la société. Les relations entre les hommes et les femmes, basées sur les différences socialement construites, sont à la base des disparités qui pèsent sur la femme travailleuse en général, et particulièrement sur celle de l'économie informelle. Aussi, les avantages énormes que la société tire des activités des femmes sont considérés comme un « dû » ; et, cette participation active ne s'est pas accompagnée d'une amélioration significative de leur statut social.

C'est dans ce contexte particulièrement discriminatoire qu'a surgi la COVID-19, mettant en exergue que les hommes et les femmes sénégalais ne sont pas égaux en situation face à la pandémie. Toutefois, dans toutes les périodes d'infortune qui jalonnent leur vie, qu'elles soient personnelles (veuvage, divorce, chômage du mari) ou collectives (crise socio-économique), les femmes sénégalaises ont toujours fait preuve d'imagination et de courage pour faire face aux besoins de leur famille. Déjà habituées à modifier leurs comportements et à transformer leurs activités économiques pour s'adapter constamment aux situations complexes qui surgissent à elles, les femmes de l'économie informelle, face à la pandémie, ont développé de nouvelles aptitudes.

C'est cette capacité de résilience face à l'adversité que nous voulons relater à travers les récits de vie de trois travailleuses de l'économie informelle.

3. Les Indicateurs du Travail Décent du Sénégal soulignent que le taux d'emploi informel a été de 91,9% en 2011 - Profil Pays du Travail Décent du Sénégal - BIT - 2013

4. Le terme «travailleurs pauvres» est utilisé pour décrire des personnes et des familles qui exercent un emploi régulier mais demeurent dans la pauvreté en raison des bas niveaux des salaires ou des revenus.

Hadjara Fall,

une tanneuse devenue
maraichère urbaine
sensible à la protection
de l'environnement.



Hadjara Fall est âgée de quarante-deux ans. Mariée, mère de six enfants, elle a la quasi-totalité des charges familiales. En effet, la faible pension de retraite de son mari ne permet que de payer la location de la maison et quelques produits alimentaires. Parmi les treize personnes de la famille, seule Hadjara a une activité économique régulière. Les jeunes adultes du foyer, comme elle le dit, se « débrouillent » pour trouver, de temps à autre, des emplois journaliers leur permettant de faire face à leurs menus besoins.

Depuis sa tendre enfance, Hadjara s'active dans le tannage artisanal de peaux. Elle est membre de la coopérative artisanale des tanneuses de Guédiawaye (COOPTAG) qui regroupe quatre-vingt-deux adhérentes, et y assure la présidence de la « commission achats ». Avant la pandémie de la COVID-19, Hadjara arrivait à nourrir sa famille grâce aux revenus générés par la vente du cuir. Connue pour la qualité de ses peaux, elle avait régulièrement des commandes. Avec la fermeture des marchés, les restrictions dans le transport, elle ne parvint plus à écouler ses peaux faute de clients. Brusquement, elle se retrouva quasiment sans ressources car, avec l'affluence des commandes, elle avait investi une part très importante de ses bénéfices dans les intrants nécessaires à la production du cuir. Difficile pour elle de faire face à ses responsabilités financières, tant au niveau familial que professionnel. Toutes ses énergies vont être concentrées dans la recherche de solutions pour sauver sa famille en s'adaptant aux dures réalités du moment.

Elle décida d'abord de surseoir sa participation à une tontine communautaire⁵.

5. Tontine: Association de personnes cotisant à une caisse commune dont le montant est redistribué à tour de rôle à chacune d'elles



Puis, elle licencia, la mort dans l'âme, les trois employés qui l'appuient dans sa production. Cela fait, il fallait, le plus vite possible, trouver une alternative. Elle prit la résolution de faire de ses activités de hobby, le maraichage et la fabrication de compost, des activités principales et rémunératrices.

Hadjara a toujours eu un regret dans sa vie : n'avoir pas pu aller à l'école. C'est pourquoi, lorsque le programme d'appui à la formalisation de l'économie informelle⁶, réalisé dans le cadre du partenariat UNSAS-BIT a proposé des sessions d'alphabétisation, elle a, sans hésiter, décidé de s'inscrire. Par la suite, il en a été de même pour toutes les autres formations : gestion organisation, sécurité-santé au travail, leadership. Elle s'enorgueillit d'être

alphabétisée, et parle, avec beaucoup de fierté, des bénéfices énormes qu'elle a su tirer de ses apprentissages.

► *Aujourd'hui, ce sont ces formations qui nous sauvent, moi et ma famille des affres de la misère.*

Mais, il faut dire qu'Hadjara, très active au sein de la coopérative, avec un leadership reconnu, a toujours fait preuve d'initiatives. Elle fait partie de ces personnes qui ont la volonté constante de mettre en pratique leur savoir. Ainsi, après avoir suivi le procédé de transformation des déchets de la tannerie en compost, alors que les autres membres manifestaient leurs réticences vis-à-vis de la méthode, elle est allée, dès la fin du test, négocier une parcelle de terre avec la collectivité locale pour entamer la production du compost.

Une fois sa demande satisfaite, elle se mit à produire le compost. Dans un premier temps elle l'utilisa pour son petit potager, et en offrait aux maraichers de la zone. Devant le succès de « son compost », et face à la forte demande, elle se mit peu à peu à le vendre.

À partir du mois de mars, pour faire face à la mévente de ses cuirs, elle décida de vendre les légumes de son potager et d'accentuer la vente de son compost « pour faire bouillir la marmite » ! De cette activité, lui vint l'idée de se lancer dans le maraichage avec l'aide de ses « amis maraichers » qui avaient bénéficié de son compost. Cela lui a réussi, en plus de son petit étal de légumes à la devanture de sa maison, elle se rend tous les deux jours au marché pour vendre sa production, tout en continuant de fournir du compost à ses collègues maraichers.

⁶ .Transition de l'économie informelle vers l'économie formelle : l'expérience de la coopérative des tanneuses de Guédiawaye, BIT, 2017.

Hadjara n'a pas pour autant mis en veilleuse le tannage de peaux. Pour elle, le tannage, comme elle le dit, est une « seconde nature », une passion, « J'ai appris à tanner toute jeune. À l'âge de cinq ans déjà, j'accompagnais ma mère sur le site. Tanner pour moi est un plaisir ; parfois douloureux et pénible certes, mais je ne peux m'en passer. J'espère avoir la chance de m'y adonner jusque dans ma vieillesse. » Ses succès dans le maraichage ont fait naître elle une confiance plus accrue en elle et en ses capacités. Parallèlement, elle renforce

sa production de cuir pour disposer d'un stock assez important, car elle ambitionne de formaliser son entreprise avec un label de préservation de l'environnement.

-
- *C'est mon rêve et j'y arriverai. Je suis bien devenue productrice de compost et maraichère, moi la fille des villes ! D'artisane, je deviendrai une véritable entrepreneure, respectueuse de la planète !*
-



Marie Mbodj,

derrière une coiffeuse
de renom, la COVID-19
dévoile, les talents
cachés d'une
restauratrice.



Marie Mbodj, âgée de quarante-sept, travaille dans la coiffure. Mère célibataire, avec ses revenus elle nourrit sa famille de dix personnes composée de sa fille, sa mère, ses frères et sœurs.

Avec la pandémie de la COVID-19, le salon de coiffure de Marie, sa principale source de revenus, naguère très fréquenté, fut complètement déserté par les clientes. Sans revenus, elle était confrontée à d'énormes problèmes financiers : paiement de son loyer, factures d'eau et d'électricité, nourriture, écolage, soutien à sa mère, ses frères et sœurs. Au niveau de son activité économique, elle ne parvenait plus à honorer les charges locatives du salon de coiffure et le salaire de ses trois employées. Face à cette situation, il lui fallait faire des choix. Elle mit alors ses employées en chômage temporaire et suspend sa cotisation à la tontine. Mais, en puisant dans son épargne, elle maintient la location du salon de coiffure. Bien achalandé, elle craint de le perdre et de devoir tout recommencer après la pandémie. En effet, non seulement elle s'était fait une belle clientèle dans le quartier, mais aussi avait eu à investir pour aménager le local et le rendre fonctionnel. Ses parents restés au village, très inquiets de sa situation, car conscients de la vulnérabilité de son activité économique, l'exhortaient à retourner auprès d'eux. C'était sans compter avec le courage et la pugnacité de Marie !

Elle se mit d'abord à la recherche de service de ménage dans les bureaux et les boutiques de commerce, mais en vain. Aussi, dès la levée du couvre-feu, elle décida de se lancer dans la restauration en proposant, le soir, des plats cuisinés devant son salon de coiffure. En effet, Marie est une bonne cuisinière dont les repas font le bonheur de ses convives.



-
- *J'ai de l'or dans les mains pour coiffer et cuisiner. Si je n'avais pas été coiffeuse, j'aurais été cuisinière. La maladie me conduit à faire les deux, et c'est tant mieux.*
-

Cette activité, alliée à la vente de produits cosmétiques, lui permet de faire face à toutes ses obligations. Elle a hâte du retour de sa clientèle, qui, elle espère, ne va pas tarder avec l'approche des fêtes, et, également de

pouvoir réembaucher, au plus vite, ses trois employées. Car c'est la hantise de Marie, pouvoir assurer à nouveau leur salaire. « De temps en temps, je leur viens en appui, mais avec toutes mes charges familiales je ne peux faire grand-chose. Nous respecterons les mesures barrières pour que chacune ait un espace de travail, mais il faut qu'elles puissent de nouveau gagner leur vie ! »

Heureusement, avec la fin des restrictions, Marie a pu reprendre son activité de coiffure tout en maintenant celle de la restauration.

Mame Diarra Boussou Gueye,

quand la pandémie
rime avec les premiers
jalons d'un rêve.



Mame Diarra Boussou Gueye est la Présidente du syndicat national des gargotières du Sénégal qui regroupe environ trois mille membres. Pendant des années, Mame Diarra a tenu sa « gargote » aux alentours de la Maison d'Arrêt et de Correction de Rebeuss (MAC) dans la région de Dakar. Bien connue pour la qualité de son service, elle parvient à fidéliser sa clientèle, constituée essentiellement des pensionnaires et du personnel de la MAC. Toutefois, dès l'apparition de la COVID-19, les autorités pénitentiaires prennent des mesures pour interdire toute nourriture provenant de l'extérieur. Alors, débute le calvaire de Mame Diarra qui, avec l'arrêt brutal de son activité économique, perd ses gains et licencie ses cinq employés. Trouver les moyens de nourrir sa famille devient un véritable casse-tête pour elle. « Grâce à un généreux donateur qui, durant le ramadan distribue des vivres et aux efforts louables de ma centrale syndicale (CNTS), qui a facilité l'approvisionnement en denrées alimentaires de première nécessité à l'endroit des travailleuses de l'économie informelle, je suis parvenue, pendant un certain temps, à subvenir aux besoins vitaux de ma famille. Toutefois, mes maigres économies fondant comme la neige au soleil, j'ai rapidement pris conscience que je devais prendre de nouvelles initiatives. »

C'est ainsi que profitant du mois de ramadan, Mame Diarra installa, devant sa maison, un petit service de vente de plats à emporter pour la coupure du jeûne. Cela lui laissa le temps de réfléchir à de nouvelles activités économiques, en attendant la levée des mesures barrières.

-
- *Les difficultés que je suis en train de vivre avec la COVID-19 me ragaillardissent ! Elles m'ont permis de comprendre le degré de précarité de mon existence, et la nécessité pour moi de changer de cap pour ne pas sombrer dans la pauvreté. Un défi que je me lance !*
-

Comme elle a toujours rêvé d'ouvrir un magasin de denrées alimentaires, Mame Diarra, pose les premiers jalons et démarre un commerce de condiments. Cette activité économique lui permet de faire face aux besoins les plus urgents et de sauvegarder une partie de son épargne. « Je pense que, dans le futur, je ne me limiterai plus à une seule activité. La COVID-19, m'a appris qu'il faut plusieurs flèches à son arc. Dès la levée des mesures barrières, je reprendrai ma gargote. Toutefois, je la réaménagerai pour la rendre plus salubre et attrayante, respectueuse des conditions d'hygiène ; ce qui me permettra d'élargir ma clientèle. Avec mon commerce de condiments et la gargote, à force de travail je me donne cinq années pour ouvrir mon magasin de denrées alimentaires. »

► *Il nous faut être optimistes, surtout nous les femmes qui avons la charge de nos familles. La maladie de la COVID-19 ne doit pas nous faire baisser les bras, ni nous mettre à genoux.*

Cette mère de famille, constate, avec beaucoup de satisfaction, que la pandémie l'a rapprochée de ses enfants. « Personnellement, lorsque les problèmes m'assaillent, je me dis que la COVID-19 m'a permis de passer plus de temps avec mes enfants. Avant, je ne les voyais que le soir ; là, j'ai eu beaucoup plus de temps pour m'occuper d'eux. Je fais le pari de réaménager dorénavant mon temps de travail pour pouvoir jouir de ce bonheur familial ! »



Deuxième partie

COVID-19, Les femmes rurales résistent !



Les conséquences de la pandémie de la COVID-19, très rudes sur les femmes sénégalaises, affectent, de manière tout à fait singulière, celles du milieu rural. Vivant le plus souvent dans des zones enclavées, leur situation socio-économique est, pour une large part, caractérisée par la faiblesse de la productivité et l'accès fort limité aux services sociaux de base : santé, eau potable, sources d'énergie, éducation. Dans cet environnement, où prédominent les inégalités de genre issues de règles socio-culturelles prégnantes, les femmes exécutent quasiment seules les activités de reproduction et assurent une part considérable des activités de production et communautaires. Pour faire face à leurs diverses obligations économiques (dépenses de santé, alimentation familiale, scolarité des enfants), elles développent une multitude d'activités génératrices de revenus : maraîchage, petit commerce, transformation de produits locaux, artisanat. Malgré les efforts qu'elles déploient, le



temps et l'ingéniosité qu'elles investissent dans leur production, les revenus qu'elles tirent de leur labeur sont, le plus souvent, extrêmement faibles.

Qu'elles soient dans l'agriculture, le maraîchage, l'élevage ou la pêche, les travailleuses rurales ont, de manière inopinée, subi de plein fouet les contrecoups économiques de la pandémie. En effet, la fermeture des marchés, l'interdiction du transport interurbain, la fermeture des frontières terrestres et aériennes, ont entraîné le ralentissement immédiat, voire l'arrêt, de leurs activités économiques. Ces mesures restrictives prises par le gouvernement pour freiner la propagation du virus ont confronté la plupart des travailleuses rurales à des problèmes d'écoulement de leurs marchandises. Ainsi, de nouveaux soucis financiers sont venus s'ajouter aux nombreux autres qui hantent les femmes

Les conséquences de la crise sanitaire ne sont pas seulement économiques, mais aussi sociales, et leurs répercussions sur la vie des travailleuses sont énormes : elles intensifient la pauvreté des ménages ruraux et accentuent les discriminations à l'égard des femmes. La fermeture des « loumas » (ou marchés hebdomadaires), lieux de grandes rencontres commerciales nationales et sous régionales, a des effets dévastateurs sur les conditions de vie de ces travailleuses et de leurs familles, notamment celles qui vivent dans des zones enclavées. En plus de l'impossibilité de commercialiser leurs produits, elles sont confrontées à des difficultés de recouvrement de leurs créances auprès des leurs débiteurs.

Cette deuxième partie du recueil, fera le récit de trois travailleuses rurales pour nous permettre de mieux comprendre comment elles traversent la pandémie de la COVID-19.

Mariama Baldé,

une femme rurale à la
conquête de ses droits.



Mariama Baldé, du village de Koulinto dans la région de Kolda, vit dans une grande concession avec son mari, leurs six enfants, ses deux co-épouses et leurs enfants, ses belles-filles et d'autres membres de la famille. Elle participe pour une grande part à l'entretien de cette famille de trente-quatre personnes. Cette dame de quarante-six ans est propriétaire d'une exploitation agricole dans laquelle elle cultive le riz, l'arachide et élève des bêtes. Mariama a fréquenté l'école française jusqu'à l'achèvement du cycle primaire. Elle est actuellement à la tête d'un GIE, dénommé « Kawral Koulinto » (entente Koulinto), fort de quatre cent quatre-vingt-huit membres, polarisant trente-six villages. L'interdiction des transports interurbains et la fermeture des marchés, et « louma », l'ont complètement bloquée dans son village, marqué par son enclavement.

Dans un premier temps, elle accepta avec résignation de se confiner dans son « saaré » (mot peul pour désigner village), attendant la levée des mesures restrictives. Ainsi, d'un seul coup, de manière brusque et imprévisible, son travail est à l'arrêt et l'impact économique de la COVID-19 se fait très vite sentir ! Malgré l'étendue de son activité économique, les capacités financières de cette native de Koulinto se mettent à rétrécir de manière drastique. Contrairement à nombre de ses sœurs travailleuses rurales, très souvent confrontées aux difficultés d'accès à la terre, Mariama, elle, est propriétaire terrienne. Une position qui la conforte à faire des investissements pour développer son entreprise agricole, renforcer ses capacités pour atteindre son autonomie. L'autonomie économique a toujours constitué une préoccupation majeure pour cette travailleuse, ardente défenseuse des droits de la femme. Elle croit dur comme fer que l'autonomie économique d'une femme est la voie obligée vers son émancipation.

« Personnellement, la pandémie a dévoilé le niveau de sous-développement de notre localité, la pauvreté de sa population, la fragilité de nos entreprises. Je suis consciente que je dois redoubler d'efforts, et hâter le pas pour réaliser mon ambition. »

Très rapidement, Mariama décide de faire face aux nouveaux défis dus à la pandémie.

-
- *Ce n'est pas en croisant nos bras et en pleurant sur notre sort, que nous allons nous en sortir. Certains peuvent penser que ce n'est pas le moment d'investir, mais moi je pense le contraire. Et, je veux montrer l'exemple.*
-

Ainsi, malgré la pandémie elle décide d'accroître la productivité de son unité économique agricole. Elle a souvent pensé à s'équiper mais craignait de ne pouvoir rembourser ses dettes. Mais, comme elle le dit, « la peur est mauvaise

conseillère ». Ainsi, malgré la pandémie, en prévision de l'hivernage, elle sollicite et obtient un financement de la direction de l'entrepreneuriat rapide pour les jeunes et les femmes. Parallèlement, auprès de la banque agricole, elle acquiert du matériel sous forme de crédit remboursable en fin de saison. Mariama est consciente que l'isolement de Koulinto, les conditions économiques et sociales très difficiles traversées par ses populations sont loin de permettre la création de nouvelles initiatives. Cependant, elle a retenu que c'est par l'action qu'elle doit faire face aux effets négatifs de la COVID-19. Le matériel agricole et le financement obtenus vont lui permettre d'emblaver une plus grande superficie, et elle demeure convaincue que ses récoltes et son élevage contribueront à la sécurité alimentaire de sa communauté. Par ailleurs, elle estime que l'augmentation de sa production permettra aussi aux membres de son GIE, qui n'ont pas de terre, de pouvoir transformer et commercialiser les produits.





Sous son initiative, pour amoindrir le choc économique, avec les membres du GIE, elles démarrent des activités de tontines et de commercialisation de la poudre de lessive. Ces activités ont permis aux membres d'avoir quelques revenus en attendant l'ouverture des marchés hebdomadaires.

Pour Mariama, la pandémie a mis en exergue les inégalités entre les hommes et les femmes en milieu rural. Elle a non seulement accru la mortalité maternelle (les femmes, ayant plus de mal à se rendre dans les postes de santé, accouchent chez-elles), mais aussi, renforcé certaines pratiques

culturelles discriminatoires surannées. Par ailleurs, elle a rendu plus ardue la conciliation vie familiale et vie professionnelle, et accru la violence basée sur le genre.

-
- *C'est pour toutes ces injustices faites aux femmes que j'ai voulu témoigner pour montrer que malgré toutes les âpretés de notre vie de femmes, nous restons debout et faisons preuve de courage pour faire face à nos obligations.*
-

Ndèye Diodio Ndoye,

à la découverte de
nouveaux marchés.



Ndèye Diodio Ndoye, s'active dans la transformation et la commercialisation du poisson dans la commune de Mbao. Elle est âgée de soixante-huit ans, veuve, cheffe de famille. Elle partage sa concession avec ses enfants, ses petits-enfants, assume la quasi-totalité des charges de sa famille, de vingt membres.

Cette femme sexagénaire, scolarisée (elle est allée à l'école française jusqu'en classe de cinquième secondaire), est la présidente de l'union des femmes transformatrices de Mbao qui regroupe cent cinquante membres. Ndèye Diodio, au début de la pandémie a interrompu quelques jours son activité qu'elle a très vite reprise pour faire face à ses obligations. Cependant, les mesures de restriction dans les déplacements, l'interdiction des rassemblements au niveau des quais de pêche et la fermeture des marchés, restreignent largement l'écoulement de la marchandise et réduisent drastiquement ses revenus. Elle décide alors de diminuer les dépenses familiales, invitant sa famille à un changement de comportement pour s'adapter aux nouvelles réalités imposées par la COVID-19. Ensuite, elle demande un différé de paiement de son crédit au niveau de l'institution de microfinance et suspend deux de ses tontines (elle en avait quatre), puis, diminue son personnel. Arrêtons-nous sur le choix opéré par N'Dèye Diodio sur le licenciement de son personnel, un cas d'école. Cette femme leader, entre ses trois employés, deux hommes et une femme, a choisi de faire de la discrimination positive en maintenant son employé de sexe féminin. Pour cette dame, militante des droits de la femme, la solidarité féminine ne doit pas être un vain mot, elle doit être mise en pratique.

-
- *Nous avons, dit-elle, au Sénégal la fausse image que parce que l'homme est le chef de famille, il a en charge les dépenses du ménage. Cela n'est pas tout à fait exact. Quel que soit son statut, la femme sénégalaise assume une grande partie des obligations familiales. Cela va de l'alimentation, aux soins de santé, en passant par la scolarisation des enfants.*
-

Elle poursuit : « Moi, qui suis âgée, si je ne ramène pas la « dépense quotidienne » ma famille sombre dans la faim. Aucun de mes enfants n'a de véritable emploi ; ils se débrouillent pour trouver de petits boulots qui ne leur permettent aucunement de s'occuper entièrement de leur famille. C'est pour subvenir aux besoins de ma famille que j'ai poursuivi mon activité. »

Durant la période d'urgence sanitaire, avec son épargne, elle constitue un stock de produits. Dès la levée de l'interdiction de circuler, face à la baisse de clientèle dans

sa zone de vente habituelle, elle décide de porter ses produits à l'intérieur du pays. Ces déplacements sont une nouveauté pour elle, mais lui permettent d'élargir ses ventes.

-
- *J'ai découvert de nouveaux marchés, et je suis sûre qu'après la pandémie, certains acquéreurs viendront jusqu'à M'Bao pour acheter mes produits. Ils en ont décelé la qualité et la propreté.*
-

En effet, les informations sur les mesures de prévention contre le virus, l'ont conduite à mettre un accent particulier sur les conditions d'hygiène et la qualité des produits. Désormais, elle ne badine plus avec, que ce soit sur son lieu de travail ou à l'intérieur de son domicile. À force d'y veiller, elle fait l'objet de moqueries au niveau de son entourage car elle n'arrête pas d'appliquer et de faire respecter les mesures barrières et de propreté.





Ces nouvelles précautions qu'elle prend dans la transformation de ses produits, ont une incidence sur son temps de travail. Elle constate qu'avec la pandémie, ses horaires de travail se sont allongés, malgré le ralentissement de son activité économique. Avec le licenciement de ses deux employés, son volume de travail a doublé, elle consacre plus de temps à la transformation et à la vente du produit, tout cela combiné à la surveillance des enfants (mes petits-fils, arrières petits fils) et des adultes : mes enfants (rires), elle n'a pas de répit, ce sont des heures interminables de travail.

► *Je prendrai la retraite que lorsque je serai sous terre ; tant que je suis en vie et en bonne santé je continuerai à travailler.*

Ndèye Diodio est une femme, pleine d'optimisme, qui a foi en l'avenir. Elle compte exploiter toutes les opportunités qui s'offrent à elle pour bâtir un meilleur futur pour elle et sa famille.

Ansata Kandé,

une avicultrice pleine d'ambition.



Ansata Kandé est une jeune femme de trente neuf ans, mariée, mère de quatre enfants. Elle vit à Kolda avec vingt cinq membres de sa famille et trois enfants qui lui ont été confiés par un voisin guinéen rentré au pays. Comme la majorité des femmes sénégalaises, sa contribution aux charges du ménage est inestimable. Ansata a fréquenté l'école française qu'elle quitta en classe de seconde pour se marier. Elle est présidente de l'association « Diokéré Endam », (en pulaar renforcement des liens familiaux) composée de trente-cinq membres actifs dans l'aviculture.

Avant la COVID-19, son activité était florissante, ses ventes tournaient quotidiennement autour d'une centaine de poulets vendus au détail. Mais, malheureusement, la pandémie est venue complètement changer la donne : ralentissement brusque de l'activité faute de clientèle, difficultés de se procurer les vaccins, problèmes de conservation, augmentation du prix de la matière première. Très vite ses ressources se sont contractées et, pour minimiser les pertes, elle opte pour un placement des produits à crédit. Malgré cela, elle éprouve beaucoup de peine à faire face financièrement à ses responsabilités familiales et à celles liées à son activité économique. Elle essaie de s'adapter à cette nouvelle situation, réduit certaines dépenses au niveau de sa famille et suspend ses tontines et cotisations. Pour ne pas sombrer dans la précarité, elle décide d'acheter à crédit un congélateur pour la commercialisation de glace, d'eau fraîche et de crème glacée. Elle se lance en même temps dans la vente de beignets. Les bénéfices tirés de ces deux activités lui permettent de rembourser le crédit du congélateur et de renforcer son activité économique.



Dès la levée des mesures d'urgence, Ansata s'attèle à démarcher de nouveaux clients. Cette fois, elle mise sur la vente en gros, et n'hésite pas à toquer à la porte des hôtels et des restaurants. Son initiative est payante ; son portefeuille de clients s'élargit et certains lui passent des commandes. Pour y faire face, elle augmente le nombre de ses poulaillers, tout en maintenant ses activités connexes de vente de beignets, de glace, d'eau fraîche et de crème glacée, confiées désormais à d'autres membres de la famille. « Si la maladie est désastreuse d'un point de vue sanitaire, social et économique, si

elle nous empêche de nous regrouper et même de nous saluer, si j'ai passé des nuits entières sans dormir ; à n'en pas douter, elle m'a révélé à moi-même. »

-
- *En effet, quand on n'a plus rien à perdre nous devenons plus fort. La COVID-19 m'a donné le courage d'initier d'autres activités et d'élargir ma clientèle. Aujourd'hui, j'ai de meilleurs revenus et de nouvelles ambitions : rendre plus productive et formaliser mon entreprise d'aviculture.*
-

Troisième partie

COVID -19, entrepreneuriat féminin et E- commerce



Dans un marché du travail, où les possibilités d'avoir un emploi salarié sont plus difficiles pour les femmes que pour les hommes du fait des discriminations à l'embauche, de leurs responsabilités familiales, et de leur manque de qualifications, l'exercice d'une activité indépendante est souvent le seul moyen dont disposent les femmes pour générer un revenu. Au Sénégal, l'entrepreneuriat féminin, bien qu'insuffisamment exploité, est un facteur de croissance économique et de création d'emplois ; les entrepreneures créent des emplois pour elles-mêmes et pour d'autres. Dans l'environnement des entreprises, en sus des contraintes de leurs homologues masculins, les femmes entrepreneures, font face aux différents obstacles spécifiques liés aux inégalités de genre qui freinent la création et le développement de leurs entreprises. Il s'agit notamment : des pratiques discriminatoires en matière de propriété, de droits matrimoniaux et successoraux ; de leur mobilité réduite et de leur surcharge de travail ; de leur faible accès à l'information et aux réseaux d'affaires ; des difficultés à accéder aux systèmes financiers. Toutes ces barrières les cantonnent, le plus souvent, dans les micros et petites entreprises de l'économie informelle.

De manière générale, les effets des crises socio-économiques sont quasi-immédiats sur les femmes entrepreneures et creusent les inégalités de genre préexistantes. Cela,



d'autant plus que les entreprises féminines ont très faiblement accès au financement. Les sources principales du financement des entreprises féminines au Sénégal demeurent, à nos jours : l'autofinancement, les associations informelles d'épargne et de crédit, telles que les tontines, et les systèmes financiers décentralisés qui offrent des micro-crédits. Sur ce point, il faut souligner que les institutions bancaires au Sénégal ont peu d'engouement pour les MPME en général, et plus spécifiquement pour celles dirigées par les femmes. Elles estiment leur risque de financement trop élevé, notamment en raison de la faiblesse des garanties et du manque d'information sur leur solvabilité.

C'est dans un contexte déjà peu favorable à l'entrepreneuriat féminin, que les entrepreneures sénégalaises doivent faire face à la crise de la COVID-19. « C'est comme si je suis en train de suivre un film d'horreur » rapportait l'une d'elles au début de la pandémie ». Toutefois, face à la situation, nombre d'entre elles ont redoublé de dynamisme, multiplié les initiatives pour ne pas se laisser absorber par la pandémie.

Avec les règles de la distanciation sociale et les risques liés à la manipulation de l'argent, pour maintenir leurs activités économiques, les femmes entrepreneures ont investi le numérique. En effet, elles ont trouvé de véritables opportunités dans le E-commerce qui connaît un développement fulgurant et qui est en train d'introduire une véritable révolution dans l'entrepreneuriat féminin au Sénégal.

Cette troisième partie relate le récit de deux femmes entrepreneures pendant la pandémie, les difficultés qu'elles ont traversées, et comment elles ont pu relever les défis notamment par le E-commerce.

Mariama AN Nafissa Ba,

un parcours singulier :
du salariat au
E-Commerce.



Mariama AN Nafissa Ba, âgée de trente-deux ans, est titulaire d'un Master I en droit. Mariée, mère de deux enfants, elle vit avec sa belle-famille à l'intérieur d'une grande maison. Elle est incapable de dire combien de personnes composent sa famille car, selon ses propres termes, « toute personne est la bienvenue dans cette maison ».

La vie professionnelle, de Mariama a démarré dans un cabinet d'avocat, en tant qu'assistante juridique. Souffrant de polyarthrite rhumatoïde aiguë et son handicap n'étant pas reconnu par son employeur et ses collègues, elle décide de démissionner et de se lancer dans l'entrepreneuriat. Au départ, Mariama s'activait dans le commerce de tissus, de vêtements et d'accessoires pour hommes et femmes. Au début de la pandémie, son commerce connut un ralentissement. Pour faire face à la perte de sa clientèle, trois jours avant la déclaration de l'état d'urgence par le Président de la République, il lui vint l'ingénieuse idée de se lancer dans le commerce de livraison de légumes à domicile.

-
- *Avec la pandémie, les femmes ont de plus en plus de difficultés à concilier leurs obligations professionnelles et familiales. Certaines en télétravail, en l'absence de domestique, doivent s'occuper de leurs enfants et des tâches ménagères. Par ailleurs, la crainte de se rendre au marché est latente. Pour moi, cela est un nouveau type de services à investir : vendre des légumes et produits halieutiques dans les foyers.*
-



Malgré quelques doutes sur les capacités des familles sénégalaises à changer de comportement, elle décida d'investir ce créneau qu'elle jugeait porteur. Elle réactualisa sa page « Nafissa good deals » sur Facebook, conçue pour la vente d'habits et d'accessoires, pour informer ses « followers » et utilisa ses différents statuts dans les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp, Instagram) pour exposer sa nouvelle offre commerciale.

Son service de vente en ligne et de livraison connut rapidement un grand succès et elle vit sa clientèle s'élargir au fil des jours. Les commandes se font via les réseaux sociaux ou par SMS (Système de Message Succinct) ; et, les paiements à travers les services de transfert d'argent et de paiement mobile. Si elle tolère quelques jours pour les délais de paiement, elle utilise aussi les réseaux sociaux pour faire des clins d'œil à ses clients à travers des messages pleins d'humour pour leur rappeler leurs échéances de paiement.

Mariama, voudrait, à côté de son commerce de légumes et produits halieutiques, ouvrir une épicerie en ligne.

-
- *Je dois formaliser mon entreprise pour avoir des opportunités de financements, car tous mes investissements proviennent de fonds propres. Si je veux m'agrandir et améliorer mes capacités productives, j'aurai besoin de financement bancaire.*
-

Cette jeune femme entrepreneure qui veut, à travers les services qu'elle offre, aider les femmes à concilier leurs vies familiale et professionnelle a, elle-même, personnellement du mal à y parvenir ! La gestion de son entreprise (réception des commandes, distribution et suivi des livraisons, tenue de la comptabilité journalière) combinée aux tâches ménagères allongent ses heures de travail.

Yacine Ndiaye Koné,

toute nouvelle
contrainte est un défi !



Yacine Ndiaye Koné, est la présidente des femmes du département de Dakar de l'Association Nationale des Handicapés moteurs du Sénégal (ANHMS). Agée de cinquante-cinq ans, Yacine, artisane de profession, a créé le Groupement d'Intérêt Economique (GIE), Handi-Eco, qui regroupe plusieurs métiers de l'artisanat et en assure la présidence. Avant la pandémie de la COVID-19, Yacine avait des revenus réguliers, qui lui permettaient de satisfaire ses obligations sociales et professionnelles. Le GIE-Handi-Eco, très présent dans les grandes rencontres commerciales, nationales et internationales, comme les foires, les rencontres commerciales mensuelles, lui offrait de nombreuses opportunités d'affaires.

L'apparition de la COVID-19 a complètement bloqué les activités de cette entrepreneure. La pandémie est intervenue au moment où elle avait terminé les préparatifs liés à sa participation à des rencontres commerciales, des plus marquantes dans la vie de son entreprise, et qui ont été suspendues et reportées en 2021. Dans la préparation de ces événements, Yacine a investi une grande partie de son chiffre d'affaires, convaincue que, comme à l'accoutumée, elle en tirerait de larges bénéfices, ferait des rencontres, élargirait sa clientèle et agrandirait son réseau d'affaires. «Tous ces efforts physique, psychologique, matériel et financier sont tombés à l'eau, avoue-t-elle dans un soupir. Je me suis retrouvée avec une entreprise à l'arrêt, des stocks de marchandises et sans économie. »

► *Même si je ne me suis pas laissée abattre, je pense que dans la mise en œuvre de toute nouvelle initiative, j'ai ressenti mon handicap. Ma mobilité s'est trouvée réduite avec les restrictions dans les transports.*



Yacine n'a jamais voulu faire de son handicap un frein à ses ambitions. Ses difficultés de motricité ne l'ont pas empêchée de faire des études supérieures, d'entreprendre une formation professionnelle et de créer son entreprise.

► *Je tourne chaque nouvelle contrainte en un défi que me lance la vie ! Il en est de même avec la COVID-19.*

Dans les premiers temps de la pandémie, Yacine a eu fort à faire avec les femmes de l'ANHMS, dont elle assure la présidence au niveau du département de Dakar. Il a fallu qu'elle se batte pour que les plus vulnérables bénéficient de l'aide d'urgence accordée par le gouvernement du Sénégal, et que leur carte d'invalidité soit reconnue dans les fichiers. « Il y avait tant à faire pour

les reconforter, trouver des appuis, solliciter les autorités locales, que j'en oubliais ma personne et mon entreprise. »

Puis, Yacine a dû faire face à ses engagements financiers : notamment son crédit auprès du programme d'appui au développement économique et social du Sénégal (PADESS) du Ministère de la Femme, ses tontines et ses cotisations au fonds de solidarité. Elle décida de réduire les dépenses du ménage, de différer le paiement de la créance avec l'aval dudit Ministère, et de suspendre la tontine. Toutefois, elle maintient sa cotisation au fonds de solidarité, estimant qu'il permet de soutenir des personnes beaucoup plus touchées par la crise, qu'elle-même. « Moi, j'ai un toit et de la nourriture. Ce n'est pas le cas de la majorité des handicapées qui sombre avec leur famille dans une grande pauvreté. »

Ainsi, dans un second temps, suivant sa devise « toute difficulté est un défi et une opportunité », elle réfléchit à une stratégie pour écouler son stock de marchandises constitué pour les rencontres commerciales. Très férue des réseaux sociaux, lui vint le projet de se lancer dans le E-commerce. Selon elle, cette idée a germé lors de sa participation aux vidéo-conférences organisées par le BIT.

-
- *Ces plates-formes d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques ne servent pas seulement à relater nos difficultés. Elles nous permettent de partager de nouvelles visions pour le futur.*
-

Aussi, parallèlement à l'ouverture de son commerce en ligne, avec les membres de son GIE, ils conçoivent un projet de création d'un centre de formation aux métiers de l'artisanat destiné aux jeunes déscolarisés. « Au sein du GIE, nous avons des compétences et savoir-faire différents ; la quasi-totalité des métiers de l'artisanat y sont pratiqués. Or, la pandémie a mis en évidence à quel point le chômage des jeunes est une calamité, non seulement pour les familles mais pour la société sénégalaise toute entière. Si chacun doit se sentir responsable face à la pandémie, cela doit être de même en ce qui concerne le sous-emploi des jeunes. En leur donnant une formation technique, nous contribuons à leur assurer un avenir meilleur ! »



Quatrième partie

Solidarité et résilience.

*Face à la pandémie les
organisations féminines se
mobilisent.*



Au Sénégal, le mouvement associatif féminin, important levier de transformation économique et sociale, est particulièrement dynamique. De tout temps, pour résoudre leurs contraintes, améliorer leurs conditions de vie, défendre leurs droits, les femmes sénégalaises se regroupent en de multiples organisations traditionnelles et modernes. Dans les périodes de crise, ces réseaux de solidarités et d'entraide permettent aux femmes d'en atténuer les impacts et de renforcer leur résilience. Ces formes de solidarité, fondées sur une « communauté de destin » et soutenues par l'émergence de véritables leaders, se développent de manière endogène.

Cette tendance des femmes à se regrouper pour améliorer leurs statut et conditions socio-économiques se retrouve dans l'ensemble de la société civile et au sein des organisations syndicales. Il est constaté que toutes les organisations syndicales de travailleurs et d'employeurs possèdent en leur sein, « un comité de femmes ». Contrairement à ce que l'on pourrait penser ces « comités de femmes » vont bien au-delà de l'action syndicale. Ils constituent, bien souvent, de véritables réseaux de soutien et s'y déploient de nombreuses activités socio-économiques.

La solidarité demeure la clé de voûte de ces organisations. Les noms tels que Kawral (entente en pulaar) et bokk xalat (pensée identique en wolof), donnés à ces organisations, incarnent la volonté de ces femmes de travailler ensemble la main dans la main, de rester unies et solidaires pour co-construire leur avenir.

Au début de la pandémie de la COVID-19, les organisations féminines se sont mobilisées pour permettre à leurs membres, et au-delà à leurs communautés, de faire face à la crise. Elles ont démultiplié les actions de sensibilisation et de communication autour des gestes barrières, et les dons de gel hydro-alcoolique et de masques, allant jusqu'à en fabriquer pour les distribuer.



Puis, avec la survenue de l'état d'urgence, nombre d'entre elles se sont mobilisées pour offrir aux familles les plus fragiles des dons alimentaires, créer des groupes d'écoute et de conseil, veiller à une distribution équitable de l'aide gouvernementale. Les femmes leaders de ces associations, groupements, coopératives, organisations syndicales, réseaux féminins ont fait preuve d'un sens élevé du partage. Elles ont très vite compris que, face au désastre de la COVID-19, il fallait plus de solidarité pour pouvoir résister ; et, avec leurs membres, trouver de nouvelles opportunités pour surmonter la crise. Leurs actions, souvent, ne se limitent pas uniquement aux membres de leurs organisations. Elles s'étendent au niveau de leurs communautés au sein desquelles, elles jouent un rôle social et y occupent très souvent des responsabilités. C'est l'exemple des « baajanu gox », ces relais communautaires, qui sont aujourd'hui au premier rang dans la sensibilisation des populations au respect des mesures barrières.

Cette quatrième partie nous aidera à mieux comprendre comment la solidarité a été une soupape de sécurité pour les femmes travailleuses.

Habsa Fall,

la légende de Guédiawaye



Habsa Fall est une légende dans la ville de Guédiawaye⁷. Éluée locale, présidente de la Fédération des Mutuelles de Santé de Guédiawaye (FMSG), présidente du GIE - DEGGO AND LIGUEY, elle est transformatrice de produits agricoles. Plus connue sous le nom de Ya Habsa, sexagénaire, elle est veuve, mère de dix enfants et cheffe d'une famille de treize personnes. Analphabète, en s'adressant aux jeunes filles lors du forum sur l'avenir des femmes au Sénégal.

► *Si j'avais été à l'école j'aurais été Présidente de la République. Nous, les femmes, nous devons aspirer à conquérir tous les postes, quelles que soient les difficultés qui jalonnent notre ascension. Nous le pouvons et le devons à nos enfants, surtout nos filles.*

« Malgré mon alphabétisme, je suis élue locale et présidente de la FMSG. Cela, grâce à la solidarité des femmes de Guédiawaye. Celles qui sont instruites m'entourent, traduisent, lisent et écrivent pour moi. Je suis certes la représentante de toute la population de ma ville, mais de vous à moi, mon moteur ce sont les femmes ; je suis convaincue qu'ensemble nous pouvons aller loin et changer notre société, la rendre plus juste, plus égalitaire ». Cette citation, résume le combat de Habsa Fall.

Dès le déclenchement de la pandémie, celle surnommée affectueusement Ya Absa (Ya diminutif de yaye, maman en wolof) pour son dévouement, se mobilise pour protéger les populations.

7. Guédiawaye est une grande ville péri-urbaine de la région de Dakar.



Elle fait appel à son réseau de partenaires, et avec des jeunes filles et garçons, constitue des caravanes de sensibilisation qui sillonnent les quartiers, les lieux de culte, les associations de jeunes et de femmes de la commune. Elle distribue des masques, du gel et des affiches, tout en tenant des causeries sur la COVID-19 et les mesures de protection. Parallèlement, elle tient de multiples rencontres avec les autorités locales pour s'assurer que les aides de l'État sont octroyées aux familles en situation de vulnérabilité. « Vous savez, dit-elle, lorsque l'État distribue des vivres, il faut veiller à

ce qu'ils parviennent à ceux qui en ont vraiment besoin. Nous, nous pénétrons dans les maisons et connaissons les réalités des familles. Le manque de transparence fait dévier des objectifs fixés. »

C'est une manière pudique de mettre le doigt sur la corruption !

La pandémie sert de prétexte à Absa Fall pour reposer la question de la santé dans sa localité. Depuis plus de deux décennies, soucieuse du bien-être des populations, elle s'investit activement dans les mutuelles de santé.

« J'ai pris conscience que la santé n'a pas de prix, lorsque j'ai vu basculer des familles entières dans la pauvreté, parce qu'un des leurs est tombé malade. C'est ainsi que j'ai mobilisé des habitants de ma commune, surtout des femmes cheffes de famille, pour créer la mutuelle de santé « Japoo faaju » (se donner la main pour se soigner). La crise sanitaire nous montre qu'il est urgent que chaque personne bénéficie d'une couverture maladie. Les femmes et les enfants doivent en être les premiers bénéficiaires. »



« Baajanu gox » (marraine d'une localité), Absa Fall entre dans toutes les familles de son quartier pour aider à la résolution de différents problèmes familiaux. Elle jouit d'une grande considération et intervient souvent dans la vie des couples. Durant la pandémie, elle constate une recrudescence des violences domestiques liées aux chocs économiques. « Je suis intervenue plus qu'à l'accoutumée pour régler des conflits dans les familles. Je vais vous dire que les hommes ont souvent peu de compassion pour les femmes. Nous ne sommes pas des « objets » sur lesquels on peut taper pour se défouler. Il y a trop de silence autour de la violence et de la souffrance des femmes. »

À côté de son rôle public et communautaire, Absa Fall s'active avec son GIE dans la transformation de céréales. La pandémie a limité drastiquement leurs activités économiques et réduit leurs revenus. Pour y faire face, les membres du GIE ont mis en oeuvre de nouvelles stratégies de ventes. Au lieu d'attendre les clients, désormais elles vont vers eux et les démarchent.

-
- *La pandémie est une calamité sanitaire, économique, sociale. Mais, je suis convaincue que les femmes résistent. Elles n'ont pas le choix car ce sont elles les remparts à l'exclusion sociale. Encore faut-il que les autorités nous donnent une voix et nous impliquent dans la prise de décisions sur des questions qui engagent nos vies et celles de nos familles ».*
-

Ramatoulaye Ba Tall,

La solidarité en action



Ramatoulaye Ba Tall, animatrice de profession et syndicaliste, est âgée de soixante ans. Elle est allée à l'école française jusqu'à la classe de seconde, est alphabétisée en wolof et haalpular. Dans les années 1998, elle créa le GIE « Book xalaat » pour permettre aux femmes de son quartier de la ville de Pikine d'affronter leurs difficultés nombreuses et variées. Elle estimait alors que les femmes devaient échapper à la compassion ponctuelle des familles ou des voisins, plus proche de la charité que d'une véritable entraide, pour s'unir et tenter ensemble, de résoudre leurs problèmes socio-économiques.

Mère de neuf enfants, mariée sous le régime de la monogamie, elle vit avec son mari et dix autres membres de sa famille. Aujourd'hui, avec le GIE Book xalaat, dont elle est la présidente, elle s'active dans la transformation des céréales locales.

Ramatoulaye est une leader née. Nous avons souvenance qu'au début du VIH-Sida, elle participa activement à la prévention de la maladie à travers des actions d'Information-Education-Communication (IEC) sur l'épidémie. Elle contribue aussi activement à lutter contre les mutilations génitales subies par les filles. Aucun sujet n'est tabou pour Ramata dès lors qu'il en va du bien-être des femmes. Elle a à cœur de sensibiliser constamment les femmes de sa communauté sur l'hygiène et la nutrition des enfants, la santé reproductive et les maladies sexuellement transmissibles.

Dès l'apparition de la COVID-19, les activités économiques du GIE ont été ralenties. Pour respecter la distanciation sociale, les membres ont été obligées de travailler en alternance, ce qui a considérablement réduit les capacités productives de leur unité économique. Il s'y ajoute que la fermeture des frontières a eu comme conséquence l'arrêt de l'exportation de leur production.

-
- *Cela a été un coup dur pour les membres dont la plupart tirent tous leurs revenus de cette unité économique. Limiter les dépenses familiales, faire recours «au système D », à la débrouillardise, réduire les charges au strict minimum ne suffisant plus, il fallait au plus vite trouver de nouvelles alternatives.*
-

Toutefois, il n'est pas question pour cette femme leader de baisser les bras ou de s'apitoyer sur son sort, elle va surprendre par sa capacité de résilience en imaginant d'autres activités économiques. Très vite, elle mobilise les membres de son GIE autour de la fabrication artisanale de savon et d'eau de javel. Elles font du porte à porte pour commercialiser ces deux produits. Très prisés en cette période

de crise sanitaire où les règles d'hygiène sont édictées pour freiner la propagation du virus, leurs produits ont connu un franc succès. Les commandes affluent de partout, et des associations font appel à elles pour former leurs membres. «Cela nous a soulagées, mais les bénéfices tirés de ces deux produits sont très modestes, et ne peuvent pas compenser la perte de nos exportations. Il nous fallait trouver d'autres activités additionnelles, et faire travailler toutes les membres du GIE. Comme je fais du micro-jardinage à la maison, j'ai décidé d'y intéresser les membres. »

Le GIE s'est donc investi dans le micro-jardinage et la vente de légumes à domicile. Ces initiatives qui leur ont permis de renforcer davantage la solidarité du groupe, prospèrent à tel point qu'elles ont pris la résolution de les maintenir au-delà de la COVID-19.



-
- *Mais nous devons acquérir des connaissances plus solides, développer nos compétences dans ce domaine. Puis, nous les partagerons avec d'autres organisations de femmes. Comme nous le faisons avec la transformation des céréales, le savon et l'eau de javel artisanaux. En effet, nous tenons à poursuivre ce partage de connaissances et de savoir appris dans le cadre du projet FORCE /LCP du BIT, dont l'objectif était de lutter contre la pauvreté⁸.*
-

« Le projet FORCE /LCP a su répondre aux besoins socio-économiques des femmes et améliorer leurs conditions de vie. Les stratégies développées ont permis à un bon nombre de familles de vivre dignement et en toute sécurité. Il a favorisé des partenariats entre les associations féminines urbaines et rurales, qui demeurent de nos jours. Personnellement, et je le pense aussi pour tous les membres du GIE « Book xalaat », il nous a appris à toujours apprendre et compter sur nos propres forces. Aujourd'hui, une décennie plus tard, face à la pandémie de la COVID-19, nous appliquons toujours ces principes. »

Ramatoulaye, fait de la solidarité son crédo et parvient à l'essaimer à l'intérieur de son GIE ; et au-delà dans sa commune. Son engagement dans la cité, lui vaut la reconnaissance de la commune, dont le maire, lui voue un grand respect, l'associe souvent aux prises de décisions sur les questions en lien avec le développement local et la promotion des femmes.

8. BIT Force LCP –Programme de coopération pour la lutte contre la pauvreté et l'inclusion sociale des personnes défavorisées.



Ndèye Diakhaté,

au cœur de la pandémie,
changeons notre regard
sur les travailleuses du
soin.



Ndèye Diakhaté, secrétaire générale du Syndicat Autonome des travailleuses et travailleurs de la santé (SAT/ Santé) qui regroupe trois cents membres, travaille à l'hôpital Abass Ndao de Dakar. En 2019, elle saisit la direction pour asseoir un comité local de dialogue social, le seul qui existe à ce jour dans les structures sanitaires sénégalaises.

Avec la COVID-19, la vie de Ndèye est bousculée. Elle doit faire face à un surcroît de travail, assumer des horaires contraignants et subir les risques sanitaires. Au début de la pandémie l'hôpital manque d'équipements de protection tels que les masques et le gel hydro-alcoolique. « Comme nous ne recevions pas, dans le principe, les malades de la COVID-19, nous n'étions pas du tout préparés. Il a fallu qu'un malade atteint se présente à l'hôpital et qu'il soit pris en charge par une infirmière, pour que nous prenions conscience de l'ampleur des risques. La solution de mettre simplement en confinement l'infirmière qui avait suivi le malade, nous a semblé insuffisante. »

En tant que présidente du comité du dialogue social et secrétaire générale du syndicat autonome des travailleuses et travailleurs de la santé (SAT/ Santé), Ndèye décide de mobiliser ses membres et de lancer une quête sur les réseaux sociaux. Les fonds recueillis permettent de doter le personnel de l'hôpital d'équipement de protection et de sensibiliser le personnel et les patients sur les mesures barrières, à travers des affiches et d'une petite vidéo dans les langues vernaculaires.

-
- *Plus que jamais, nous avons perçu l'utilité du comité de dialogue social. Nous arrivons à soumettre au sein du comité tous les problèmes qui se posent à l'hôpital ; et cherchons ensemble, la direction et personnel, les solutions les plus idoines. Ce n'est pas facile, mais généralement nous aboutissons à des solutions consensuelles.*
-

Avec la pandémie, outre la nécessité de préserver le personnel et les patients, le comité qu'elle préside a pu négocier le recrutement de personnel supplémentaire, la mise en place des mesures barrières, et la formalisation de certains contrats précaires.

Cette crise, dit-elle, a soudé le personnel et renforcé la solidarité entre collègues de toutes les catégories socio-professionnelles.

-
- *Nous nous entraïdons beaucoup. Sans cela nous ne pouvons pas tenir le coup. Il y a une recrudescence de violences verbales voire physiques des patients et de leurs accompagnants, qui se considèrent victimes de négligences à cause de la COVID-19 ; certaines d'entre nous, en raison des heures de travail tardives et des horaires contraignants, sont victimes de violences conjugales ; et la plupart du personnel est stigmatisé dans son entourage.*
-

« Dans ce contexte, les travailleuses du secteur de la santé sont les plus fragilisées, notamment celles qui ont des enfants en bas âge. Elles rencontrent des difficultés accrues pour concilier leurs vies familiale et professionnelle. Pour faire face à toutes ces contraintes, parlons beaucoup entre nous de nos souffrances et nous réconfortons mutuellement. »

Cela est d'autant plus nécessaire que dans les premiers mois de la pandémie, la baisse des recettes de l'hôpital a eu des répercussions graves sur certains avantages sociaux, telles que les indemnités de transport et les primes de motivation.

-
- *Pendant une période j'ai eu du mal à couvrir les dépenses familiales et à faire face à mes engagements financiers.*
-



Cheffe de famille, elle a la charge de dix personnes : sa maman diabétique, deux petits-enfants et certains de ses frères et ses sœurs. Pourtant, ce qui préoccupe le plus cette syndicaliste est l'avenir des structures sanitaires.

-
- *Il nous faut nécessairement revoir le système de santé, étendre la protection sociale aux plus démunis et instaurer le dialogue social dans toutes les structures sanitaires. La pandémie montre que la santé est importante et doit être accessible à tous et à toutes. Je pense que le BIT doit soutenir le secteur de la santé, y étendre le dialogue social et y œuvrer pour le travail décent⁹.*
-

9. Le BIT a mis en place un projet de renforcement des capacités de ses mandants, dans le cadre du dialogue social, pour promouvoir des mesures de relance dans l'économie du soin fortement impactée par la pandémie de la COVID-19

Conclusion

La pandémie de la COVID-19 conduit à des mutations qui se traduisent par des questionnements sur les modèles de conduite des nations. Ces interrogations interviennent dans une conjoncture socio-économique complexe. La compréhension des phénomènes sanitaires, sociaux, culturels, politiques et économiques, revêt une grande importance dans la mise en œuvre des politiques et programmes. L'analyse des changements en cours dans le monde du travail, et ceux qui vont émerger dans le futur, ne peut faire l'économie des disparités qui structurent les relations entre les hommes et les femmes ; car elles jouent un rôle central dans l'organisation des sociétés.

Il est vrai que les femmes sénégalaises ont acquis des droits sociaux, politiques, juridiques et économiques précieux. Elles, ont de plus en plus accès, à l'instruction et la formation professionnelle, investissent le monde du travail, revendiquent une participation plus large aux prises de décisions. Elles remettent en cause des règles socio-culturelles fortement discriminantes et combattent les inégalités en matière de statut personnel et de normes du travail. Ces conquêtes féminines ne peuvent masquer le fait qu'elles restent fortement dépendantes d'une société patriarcale. Reléguées dans des secteurs économiques à fort investissement physique, mais nécessitant peu de capitaux et faiblement rémunérés, les travailleuses sénégalaises se retrouvent essentiellement dans l'agriculture et l'économie informelle. Bien que contribuant fortement à la richesse du pays, leur travail n'apparaît pas dans son entièreté dans les statistiques nationales. Invisibles aussi, toutes les tâches de reproduction qu'elles exécutent, et qui sont, pourtant, le fondement de la sauvegarde de l'espèce humaine et des générations futures.

L'épidémie de la COVID-19 touche les femmes et les hommes différemment, aggrave les inégalités chez les femmes et les filles ainsi que la discrimination d'autres groupes marginalisés, comme les personnes handicapées ou celles vivant avec le VIH-Sida. Tous les témoignages recueillis, soulignent que la pandémie aggrave la situation des femmes. Elle accroît leurs multiples obligations habituelles, met à mal leurs emplois et leurs entreprises. L'accès plus restreint des femmes aux services de santé (notamment des soins de santé pré et postnatals), à la protection de leur maternité et à la protection sociale renforce les inégalités entre les hommes et les femmes. Une autre source de préoccupation en cette période est l'exacerbation de la violence et du harcèlement dans le monde du travail, plus spécifiquement de la violence basée sur le genre. Outre qu'elle représente une insoutenable violation des droits humains, la violence pose un important problème de santé publique, induit des effets négatifs sur le travail des femmes et affecte la productivité des entreprises, détruisant définitivement ou durablement le capital humain féminin.

Parmi les femmes sénégalaises, certaines sont dans une vulnérabilité socio-économique particulière, il s'agit des handicapées, des personnes vivant avec le VIH-Sida, des personnes déplacées. Durant la pandémie, les discriminations à leur encontre se sont accrues et les mesures de confinement ont eu un impact désastreux sur leur vie. Aussi, les restrictions dans les transports limitent drastiquement les déplacements des personnes à mobilité réduite, le port du masque et la distanciation sociale rendent plus ardue la communication des malvoyants et des malentendants.



Par ailleurs, les travailleuses domestiques, ont particulièrement souffert des mesures de confinement. Nombre d'entre elles viennent de l'intérieur du pays, et ont perdu leurs emplois sans avoir la possibilité de retourner dans leurs villages d'origine. Non instruites et n'ayant pas d'autres compétences professionnelles, la plupart sont restées en ville et ont vécu de la solidarité des habitants de leur quartier de résidence. Plus que les autres travailleuses interviewées, elles ont du mal à trouver un autre emploi ou développer des activités

économiques licites. Pour la plupart analphabètes et sans instruction, leur situation particulière démontre, si besoin est, l'importance de l'éducation dans la capacité des individus à résister aux chocs.

Les témoignages recueillis renseignent que les femmes, qu'elles soient du milieu rural ou urbain, des économies formelles ou informelles, font preuve d'un courage et d'une capacité de résistance aux crises qu'il faut mettre en avant. Malgré les difficultés, malgré les barrières qui leur sont imposées, nombre d'entre-elles sortent des sentiers battus, développent des activités économiques nouvelles, véhiculent des discours porteurs d'espérance et renforcent leurs passerelles de solidarité.

Les témoignages recueillis, ceux transcrits et non transcrits, mettent en exergue l'étendue des obligations des femmes. Nous constatons qu'elle soit mariée, veuve, célibataire, cheffe de famille ou non, jeune ou âgée, la responsabilité de la femme au devenir de la famille est particulièrement importante. Lorsqu'elle ne supporte pas toutes les obligations financières de la famille, un grand poids pèse sur ses épaules. Certaines, notamment les veuves et les divorcées, ont encore la charge de leurs enfants adultes et posent, à juste escient, toute la problématique de l'emploi des jeunes. C'est, le plus souvent, grâce aux labeurs des femmes que se maintient la cohésion sociale et que les jeunes ne sont pas totalement exclus des familles.

D'ores et déjà, le défi majeur face à cette pandémie est d'œuvrer pour une participation des femmes à tous les niveaux de prise de décisions. Cela afin qu'elles ne soient pas les « grandes oubliées » des réponses apportées à la COVID-19. En d'autres termes, une crise genrée exige une réponse genrée.

Partout dans le monde, les chiffres montrent que les femmes sont en surnombre dans les secteurs les plus impactés tels que l'hôtellerie, le tourisme, le commerce, la restauration, la santé. Le Sénégal n'est pas en reste ; bon nombre de femmes travaillant dans ces secteurs ont été soumises au chômage total ou partiel et vivent des situations socio-économiques insoutenables. Parmi elles, se retrouvent les travailleuses de l'économie de soins.

Au Sénégal, les femmes représentent 53% de l'effectif global du secteur de la santé toutes catégories confondues ; et, plus de 80% des travailleurs domestiques. Or, il est constaté que ces travailleuses de l'économie des soins occupent, dans leur forte majorité, les emplois les moins qualifiés et les plus précaires¹⁰. La COVID-19 a mis en lumière les failles du système de santé et les conditions auxquelles les professionnels de la santé sont confrontés. Dans ce contexte, si la pandémie fragilise l'ensemble du personnel de santé, ses effets sur les femmes sont plus aigus. Comme leurs collègues masculins elles doivent composer avec le stress de l'imprévisible virus, faire face à une surcharge de travail, mais en sus, combiner cela avec leurs obligations familiales.

Pour assurer un meilleur avenir au travail des femmes dans les secteurs les plus impactés par la pandémie, des actions vigoureuses doivent être entreprises allant dans le sens du renforcement de leurs capacités intellectuelles, d'acquisition de nouveaux savoirs. Ce qui leur permettra d'avancer plus facilement dans leur carrière professionnelle ou d'aspirer à de nouveaux métiers économiquement plus rentables, offrant des salaires décentes.

10. Ainsi, par exemple les comités de santé des districts, centres et postes de santé qui ont pour mandat, de gérer les ressources et soutenir le fonctionnement des structures et de veiller à la satisfaction correcte des besoins des populations, l'on note une très faible participation des femmes, avec un taux de représentation féminin moyen variant de 11% à 16% selon la taille des bureaux. Audit genre MSAS, 2015.

Tous les témoignages des femmes soulignent l'importance de l'instruction et de la formation dans la résistance aux chocs. Mieux que les autres, les travailleuses instruites et formées ont eu plus de capacités à faire face aux difficultés. Grâce à leurs compétences et leurs connaissances, elles ont su expérimenter de nouvelles activités, faire preuve d'originalité et d'innovation. Il n'y a pas de doute, que pour le futur, un accent particulier doit être mis sur l'éducation et l'alphabétisation des femmes et des filles. Une attention particulière sur la formation professionnelle des femmes, adaptée à leurs contraintes et leurs préoccupations spécifiques, va permettre une valorisation du capital humain féminin. Il est urgent que les femmes sénégalaises bénéficient de nouveaux savoirs, acquièrent de nouvelles compétences, dans des domaines non traditionnellement féminins, et profitent des opportunités offertes par les nouvelles technologies. Cela contribuera non seulement à améliorer leur productivité, mais aussi à renforcer leurs capacités à faire face aux crises à venir.

Si pendant la pandémie de la COVID-19, de nombreuses institutions financières (notamment celles de micro-crédit) ont accepté de différer les paiements de leurs créances, il n'en demeure pas moins que pour les femmes l'accès aux services financiers reste encore problématique. Il est urgent, que des stratégies cohérentes et des politiques nationales offrent aux femmes des services financiers qui répondent de manière adéquate à leurs besoins et préoccupations. L'accès aux ressources, telles que le crédit, la terre, la formation, sont des revendications constantes des femmes africaines et plus spécifiquement des sénégalaises. Toutefois, malgré des décennies d'exigences, beaucoup reste à faire. Or, il ne fait pas de doute que pour cette crise de la COVID-19, comme pour celles passées et à venir, le rôle des femmes aurait pu être encore plus décisif si ces demandes avaient été acquises.

La pandémie montre aussi, à quel point la solidarité permet aux femmes de lui faire face. Il ne fait pas de doute que les organisations féminines, notamment les coopératives et les groupements d'intérêts économique (GIE), sont de véritables instruments de lutte contre la pauvreté, mais aussi d'incontestables leviers pour la cohésion sociale. Dans les quartiers, et jusque dans les entreprises, elles leur permettent d'entreprendre et de réduire leur désavantage social et économique. Il est certain que ces organisations accompagnent de nombreuses femmes et leur famille à traverser cette période délicate. Ce rôle des organisations doit être soutenu, appuyé et consolidé. Souvent laissées à elles-mêmes, sans participation au dialogue social, elles ont du mal à défendre efficacement les droits du travail de leurs membres. Leur structuration et leur formalisation offrirait à leurs adhérentes toute la gamme de services dont elles ont besoin.



La COVID-19 a pointé toute l'importance de la protection sociale, notamment dans les économies informelle et rurale. Avec de faibles revenus, travaillant dans des conditions pénibles et à risques, cette absence de protection sociale renforce la vulnérabilité des travailleuses. La moindre

maladie qui les affecte, ou touche leurs enfants, voire un membre de la famille, est, alors, signe d'enfoncement dans le dénuement.

Il est aujourd'hui urgent que l'ensemble des acteurs travaillent, de concert, à la mise en place d'un système de protection sociale adéquat et équitable, qui prend en compte leurs besoins et leur capacité. La Couverture Maladie Universelle (CMU) mise en place par le gouvernement du Sénégal, si elle soulage les travailleuses les plus pauvres et celles vivant avec un handicap, ne s'étend pas à toutes celles qui en ont besoin. Il faut porter la réflexion sur l'extension du système de protection sociale, afin qu'il soit accessible à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs, quel que soit le secteur dans lequel ils s'investissent.

Les objectifs de promouvoir le travail décent et de ne laisser personne derrière soit, au regard du rôle fondamental joué par les femmes, avant, pendant et après la pandémie de la COVID-19, de leurs responsabilités dans la lutte contre l'exclusion sociale, nécessite un examen approfondi et une reconnaissance de la place qu'elles occupent dans la société.

Nous ne pourrions conclure, sans rappeler que si l'Afrique en général, et le Sénégal en particulier, survivent à toutes les crises qui les traversent, c'est grâce aux femmes. Filles, sœurs, épouses et mères, elles sont les remparts contre le désarroi. Elles jouent un rôle prépondérant contre l'exclusion sociale et la misère, qu'elle soit morale ou matérielle. Bloquées entre tradition et modernité, elles tentent de s'adapter aux évolutions, de faire face aux contraintes, toujours plus importantes et de trouver de nouveaux repères. Ce n'est ni facile, ni évident. Mais elles essaient et le plus souvent réussissent.

Ce document est rédigé par :
Madame Fatime Christiane Ndiaye, *Spécialiste principale Genre-Egalité-Diversité*,
en collaboration avec :
Madame Mame Saye Seck, *Consultante*

Édition, maquette et impression :
Lalima Multiservices, *multiservice@lalima.sn ; www.lalima.sn*

